

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2014

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE ES

Obligatoire

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire
--

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Dans quelle mesure la baisse du coût du travail permet-elle de réduire le chômage ?

DOCUMENT 1

La solution retenue depuis 1993 a été celle de l'extension des exonérations⁽¹⁾ de cotisations sociales. Il existe 54 dispositifs pour un coût total de 32 milliards (par an). [...] Les entreprises bénéficient d'une réduction de cotisations sociales sur les bas salaires, de 26 points de pourcentage des cotisations employeurs pour les travailleurs au salaire minimum, qui décroît linéairement jusqu'à 1,6 fois le SMIC⁽²⁾. Ceci réduit de 18,6 % le coût du salaire minimum. De plus, les travailleurs au salaire minimum perçoivent une prime pour l'emploi (de 7,7 % du salaire au maximum) pour creuser l'écart entre le salaire minimum et le RSA⁽³⁾. Le coût des allègements de cotisations sociales était de l'ordre de 21,4 milliards d'euros en 2011.

Source : « Compétitivité, le choc illusoire... Faut-il réformer le financement de la protection sociale ? », STERDYNIAK Henri, *Note de l'OFCE*, 2012.

⁽¹⁾ Exonération : suppression.

⁽²⁾ SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance.

⁽³⁾ RSA : revenu de solidarité active.

DOCUMENT 2**Coût de la main-d'œuvre⁽¹⁾ par heure et productivité du travail en 2012**

Pays	Niveau du coût de la main-d'œuvre par heure en 2012 (en €)	Productivité de la main-d'œuvre par heure travaillée en 2012 (en € par heure)
France	34,2	45,4
Allemagne	30,5	42,6
Pologne	7,4	10,4
Estonie	8,4	11,2
Espagne	21	31,5
Royaume-Uni	21,6	39,3
Union 27 pays	23,4	32,2

Source : Eurostat, 2013.

⁽¹⁾ Coût de la main-d'œuvre : salaires + charges sociales.**DOCUMENT 3****Taux de chômage dans quelques pays de l'OCDE**

En %	2010	2011	2012	2013 ⁽¹⁾
Union européenne	9,7	9,7	10,5	11
OCDE Total	8,3	8	8	8,04
France	9,7	9,6	10,2	10,8
Allemagne	7,1	6	5,5	5,4
Pologne	9,7	9,7	10,1	10,6
Estonie	16,9	12,6	10,1	9,3
Espagne	20,1	21,6	25,1	26,5
Royaume-Uni	7,8	8	7,9	7,7
États-Unis	9,6	9	8,1	7,7

Source : OCDE, 2013.

⁽¹⁾ Données du premier trimestre 2013.

DOCUMENT 4**Évolution des dépenses de consommation en volume et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut ⁽¹⁾ en France entre 2006 et 2012 (en %)**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépense de consommation des ménages (en volume)	2,2	2,3	0,3	0,1	1,5	0,5	- 0,4
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ⁽²⁾ .	2,5	3,0	0,4	1,2	0,9	0,7	- 0,9

Source : « La consommation des ménages en berne en 2012 », *INSEE Première*, juin 2013.

⁽¹⁾Le revenu disponible brut est le revenu à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne.

⁽²⁾L'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut rapporte l'évolution du revenu disponible brut à celle du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (6 points)

1. Vous présenterez deux risques liés au protectionnisme. (3 points)
2. Illustrez par un exemple comment les syndicats participent à la régulation des conflits. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous caractériserez la situation de l'emploi en France qu'il met en évidence.

Statut d'emploi et groupe socioprofessionnel des personnes occupant un emploi selon le sexe

	Effectif total (milliers)	Répartition (%)			Part des femmes (%)
		Ensemble	Femmes	Hommes	
Non-salariés	2 956	11,5	7,7	14,9	31,8
Salariés	22 799	88,5	92,3	85,1	49,7
<i>Dont :</i>					
<i>Cadres</i>	<i>4 153</i>	<i>16,1</i>	<i>13,6</i>	<i>18,4</i>	<i>40,2</i>
<i>Professions intermédiaires</i>	<i>6 051</i>	<i>23,5</i>	<i>25,2</i>	<i>21,9</i>	<i>51,2</i>
<i>Employés qualifiés</i>	<i>3 739</i>	<i>14,5</i>	<i>22,8</i>	<i>7,0</i>	<i>74,8</i>
<i>Employés Non qualifiés</i>	<i>3 508</i>	<i>13,6</i>	<i>22,5</i>	<i>5,6</i>	<i>78,6</i>
<i>Ouvriers qualifiés</i>	<i>3 520</i>	<i>13,7</i>	<i>3,4</i>	<i>23,0</i>	<i>11,8</i>
<i>Ouvriers non qualifiés</i>	<i>1 827</i>	<i>7,1</i>	<i>4,9</i>	<i>9,1</i>	<i>33,0</i>
Ensemble	25 754	100,0	100,0	100,0	47,7

Champ : population en emploi de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine.

Source : INSEE, enquête Emploi 2012.

Note : La somme des colonnes peut être différente de la somme réelle du fait des arrondis.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'école ne parvient pas toujours à assurer une mobilité sociale.

DOCUMENT 1

**Table de destinée
Catégorie socioprofessionnelle du fils en fonction de celle du père
(en %)**

Catégorie socio professionnelle du fils	Catégorie socioprofessionnelle du père						
	Agriculteur	Artisan Commerçant Chef d'entreprise	Cadre et Profession intellectuelle supérieure	Profession intermé- diaire	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur	22	1	0	0	0	1	4
Artisan, Commerçant Chef d'entreprise	6	21	6	8	7	8	9
Cadre et Profession intellectuelle supérieure	9	22	52	33	22	10	19
Profession intermédiaire	17	24	26	33	28	23	24
Employé	9	9	6	9	17	12	11
Ouvrier	37	24	9	17	26	46	34
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Champ : hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans en 2003.

Source : INSEE 2006.

Remarque : dans la mesure où les données sont arrondies, il est possible que le total en colonne ne soit pas égal à 100.

DOCUMENT 2

Dès la maternelle, des inégalités sociales sont visibles, particulièrement marquées dans le domaine de la logique verbale [...] mais les écarts sociaux sont également significatifs [...] dans les autres dimensions cognitives⁽¹⁾ (aisance graphique, structuration spatiale, organisation temporelle) [...]. Ensuite, au fil de la scolarité, les apprentissages scolaires revêtent un caractère cumulatif. [...]

Les élèves entrent donc en 6^{ème} avec un niveau fort inégal : en mathématiques comme en français, les 10% d'élèves les plus forts réalisent des performances environ trois fois supérieures aux 10% les plus faibles. [...] À ces inégalités de réussite, viennent s'ajouter, à partir du collège, des inégalités tenant spécifiquement aux choix scolaires. [...] Les choix d'orientation concourent à l'accroissement des inégalités sociales au collège. En effet, dans notre pays, l'orientation est conçue comme une réponse aux demandes familiales. Or celles-ci sont variables selon le niveau économique et culturel : on croit d'autant plus à l'utilité des diplômes et on en désire d'autant plus pour son enfant qu'on est soi-même instruit et/ou de milieu social élevé. De plus, les demandes sont marquées par une auto-sélection inégale selon les milieux sociaux [...]. Une étude récente du Ministère de l'Éducation Nationale montre qu'avec moins de 9 de moyenne au contrôle continu du Brevet, 66% des familles de cadres, contre 18% des familles ouvrières, demandent une orientation en second cycle long. [...]

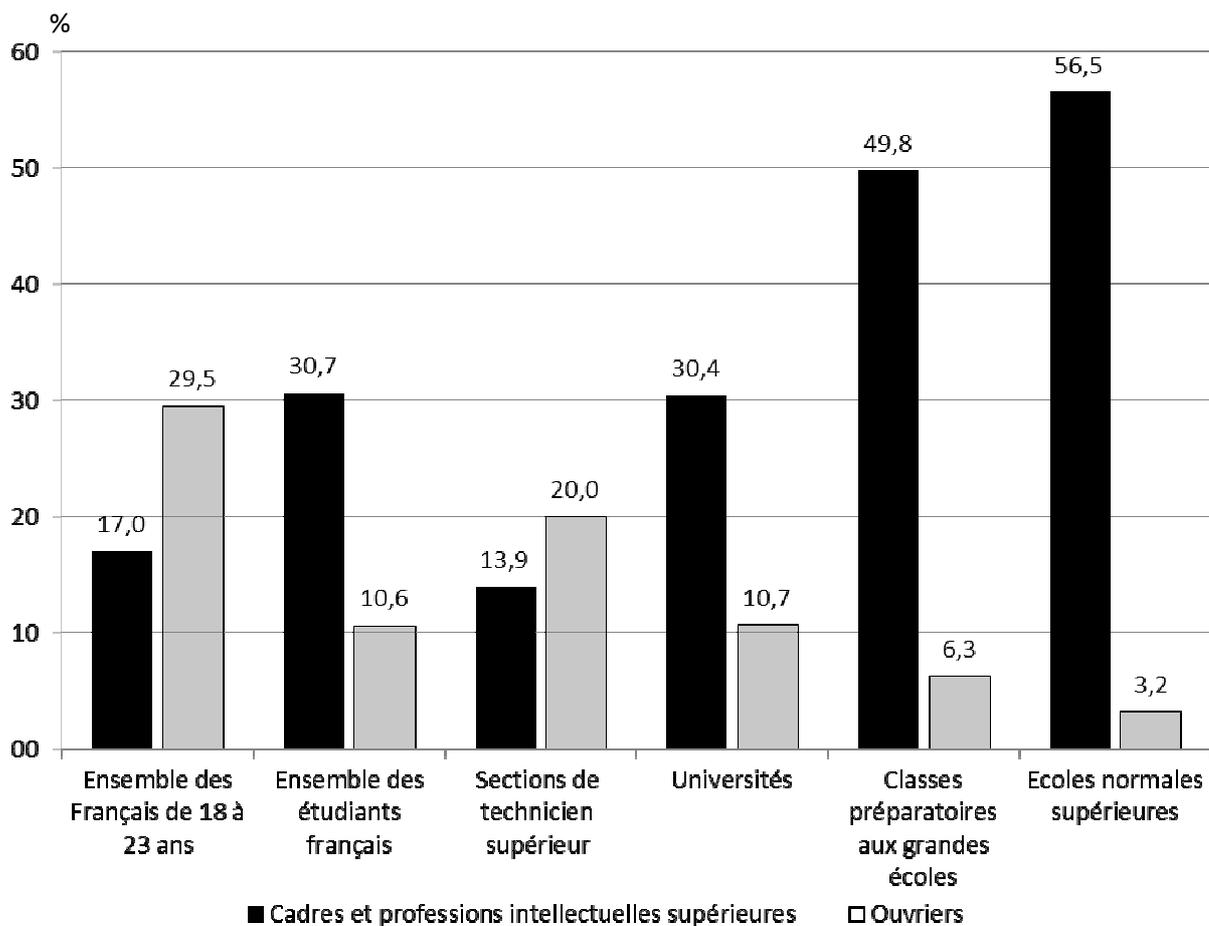
Projets et stratégies deviennent encore plus importants dans l'enseignement supérieur, où en particulier l'auto-sélection est omniprésente, notamment pour l'accès aux filières sélectives. Ainsi, les classes préparatoires aux grandes écoles, à valeur scolaire identique, sont nettement plus souvent choisies par les jeunes de milieu favorisé. Au total, le "paysage" des études supérieures est donc socialement très contrasté.

Source : « Les causes sociales des inégalités à l'école », DURU-BELLAT Marie, *Comprendre*, n°4, octobre 2003.

⁽¹⁾ Cognitives : relatives aux connaissances.

DOCUMENT 3

Origine sociale des étudiants français au cours de l'année 2012-2013
(en %)



Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2013.

Lecture : les étudiants issus de la catégorie « ouvriers » représentaient 20% des étudiants inscrits dans les sections de technicien supérieur à la rentrée 2012.